

Le long COVID économique pour les travailleuse·eur·s de l'informel

L'Étude sur la crise de la COVID-19 et l'économie informelle (2020-2022), une étude longitudinale à méthodes mixtes, est une étroite collaboration de recherche entre WIEGO et les organisations partenaires locales, avec le soutien du CRDI (Canada).

Comment s'en sortent les travailleuse·eur·s de l'informel ?



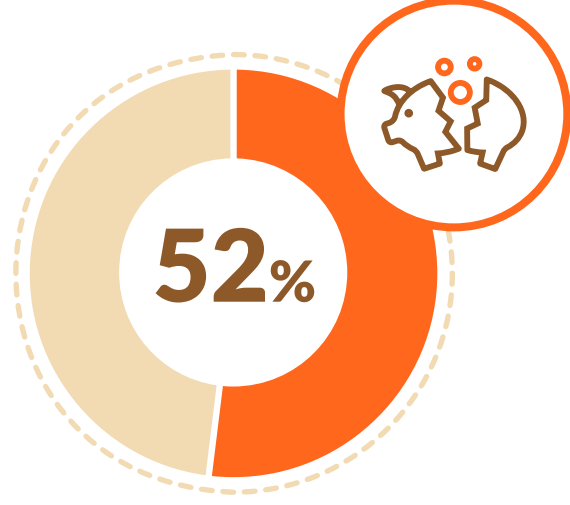
Un·e
travailleuse·
eur typique
ne gagne que

64%

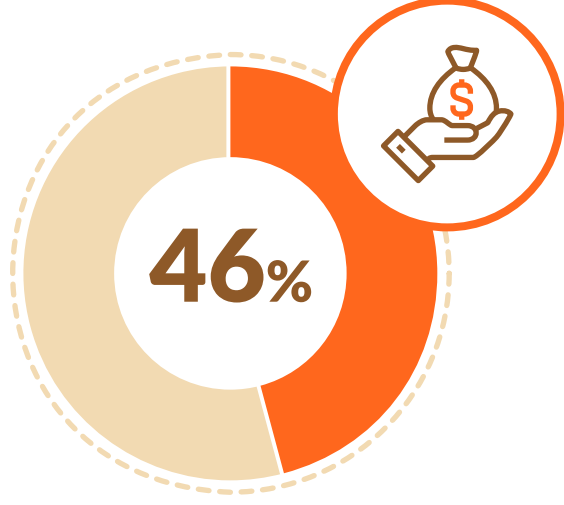
de ses revenus de
l'avant-COVID-19.



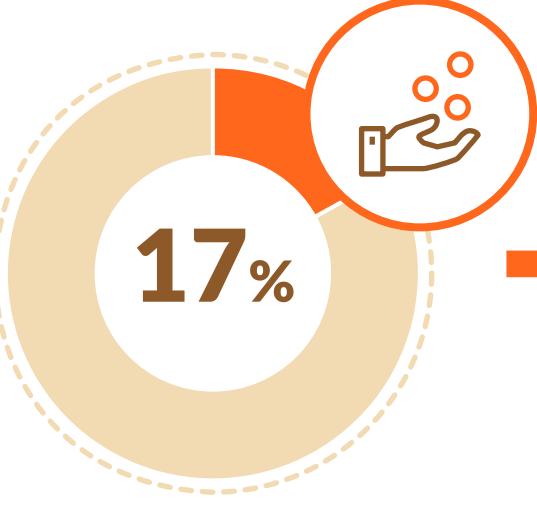
La crise a imposé aux travailleuse·eur·s des stratégies de survie nuisibles qui peuvent prendre les foyers au piège dans la pauvreté.



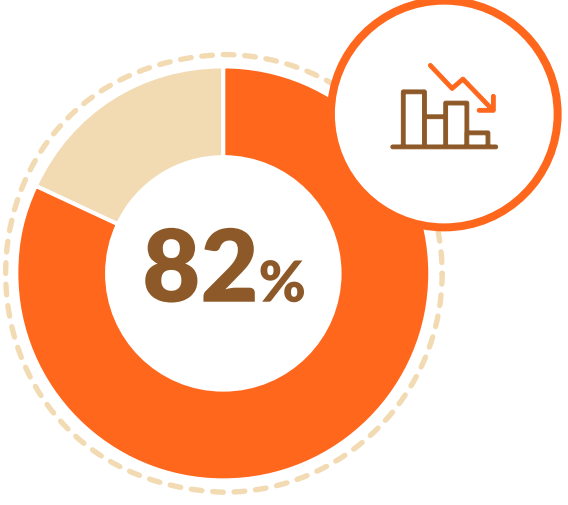
ont puisé dans
leurs économies



ont emprunté de
l'argent



ont vendu ou
mis des biens en
gage



n'ont pas pu
reconstituer leur
épargne à la mi-2021

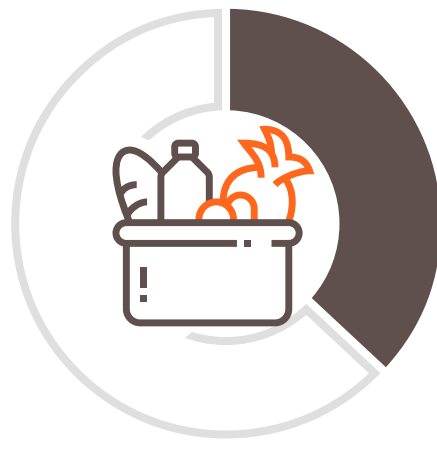
Peu de travailleuse·eur·s ont reçu une bouée de sauvetage du gouvernement pour survivre ou pour rétablir leurs moyens de subsistance :



7% ont obtenu un
emprunt public les
aidant à effectuer leur
travail

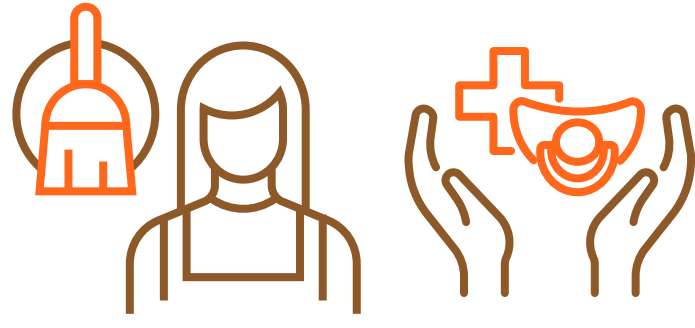


39% ont reçu une
aide en espèces



37% ont reçu des aides
alimentaires
publiques

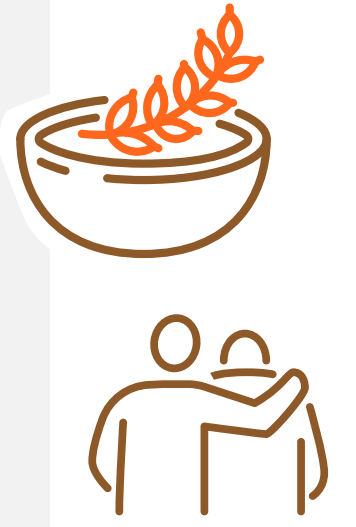
Les responsabilités en matière de soins ont impacté la capacité des femmes à entreprendre un travail rémunéré. Les femmes ont déclaré travailler, en moyenne, **2** jours de moins que les hommes.



L'insécurité alimentaire porte menace aux travailleuse·eur·s de l'informel en milieu

urbain. Près d'**1/3** des travailleuse·eur·s ont déclaré un membre dans leur foyer ayant à rester

sur sa faim. **57%** ont relaté qu'elles-ils mangeaient moins.



Les travailleuse·eur·s ont relaté :

- L'absence d'eau au travail.
- Des systèmes de santé publique surchargés.
- Des problèmes d'isolement et de santé mentale.



En quoi a consisté la réponse des travailleuse·eur·s de l'informel ?

Les organisations de travailleuse·eur·s de l'informel sont intervenues pour apporter un soutien, là où le marché ou l'État avait échoué, en menant des actions telles que :

1 La distribution de nourriture, d'argent et d'équipements de protection individuelle.



2 La mise en lien de leurs membres avec des programmes publics (la vaccination comprise).

3 La mise à disposition d'une aide juridique et psychologique ou de moyens de subsistance alternatifs.



4 La facilitation des informations sur la santé et la mise en œuvre des protocoles de santé et de sécurité dans des espaces publics tels que les marchés.

5 Plaidoyer pour de nouvelles formes de sauvetage, de l'accès au lieu de travail ou d'une plus grande inclusion dans les systèmes de protection sociale.

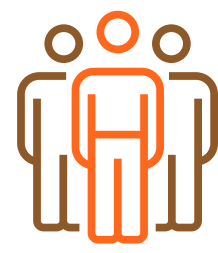


Quels sont les besoins des travailleuse·eur·s de l'informel ?

Les travailleuse·eur·s requièrent ceci :



Aides alimentaires et moratoires sur les frais de scolarité, les loyers et les services publics et le remboursement des prêts.



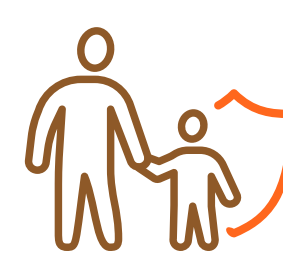
Un accès assuré et sans danger à l'espace de travail.



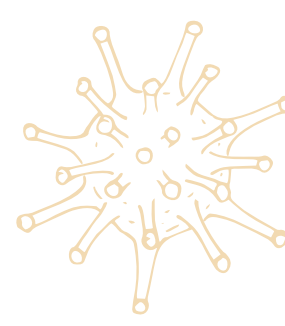
Subventions, emprunts et fonds de commerce.



Une planification urbaine inclusive.



Soins de santé, sécurité sociale, garde d'enfants et un accès équitable aux vaccins.



Les travailleuse·eur·s de l'informel ont un message pour les pouvoirs publics et les institutions mondiales afin de stimuler la reprise économique par le bas : **Investissez dans nos moyens de subsistance et dans notre bien-être !**